LE ZOO QUI VEUT CHAUFFER SON EFFET DE SERRE p. 5



Du passé faisons rase campagne

irrégulomadaire satirique N° 119, avril 2022

Audencia débriefe son éco-anxiety

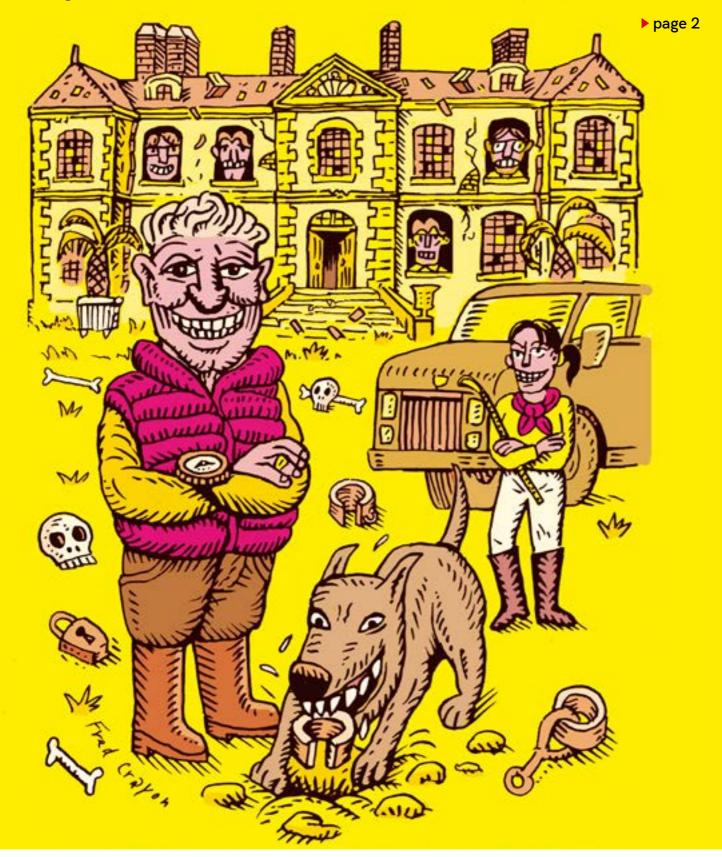
Trois heures de fresque sur le climat, forcément, ça stresse.

P. 6

Nos conseils pour bien investir dans

L'IMMOBILIER NÉGRIER

Le must : faire payer son château par des contribuables roturiers. Des conseils en or, des infos exclusives, basées sur une étude statistique rigoureuse exhaustivement fondée sur deux cas, à La Haye-Fouassière et à Treillières, soigneusement analysés par les experts en gestion de patrimoine de la cellule « Lulu immo invest défisquality premium ».



La santé à l'envers

Autobobologie cabinée, Masserac s'équipe.

a commune de Massérac investit dans une cabine autonome de téléconsultation médicale, ouverte le matin, assortie d'un groupe de discussion Facebook pour faire passer la pilule. Avec sept petits instruments connectés, stéthoscope, tensiomètre, thermomètre, l'autoconsultation est vue à distance par un toubib qui selon le site du fabricant, le groupe privé Tessan, dira au patient : « Prenez l'appareil numéro 6, je vais l'allumer, retournez-le, mettez la capsule transparente sur votre peau et je vous guiderai ». Le nom Tessan? C'est juste santé, à l'envers. Ah ah. Contrairement à la promesse de Tessan de « téléconsultation augmentée », il s'agit bel et bien d'une auscultation diminuée, le groupe prospectant justement les déserts médicaux pour faire son beurre sur ce dysfonctionnement, en démarchant mairies et pharmacies avec deux formules : l'achat à 70000€ l'unité, plus 500€ par mois de maintenance, ou un leasing sur cinq ans à 1500€ par mois. « Un pansement sur une jambe de bois, qui ne permettra pas d'assurer la continuité des soins », selon un toubib du coin très opposé à la marchandisation de la santé et à ces consultations sur écran, en visioconférence, auprès de médecins lointains « qui ne connaissent ni le territoire ni l'historique des patients » (Ouest-France, 15/11/2021).

« La e-santé, le nouvel eldorado du capital. L'objectif n'est pas de répondre aux besoins de santé des populations, l'objectif est d'avoir un support, un vecteur, un prétexte au déploiement de nouveaux marchés », explique un cégétiste dans le docu Ceux qui tiennent la laisse de Gilles Balbastre. Le développement du numérique remplaçant l'humain trouve des alliés imprévus, comme les maires cherchant des solutions face à la pénurie de médecins en milieu rural. L'hôpital de Châteaubriant, qui n'a plus de radiologue depuis avril 2021, suit la même voie avec un robot d'échographie à distance lancé par une start-up, AdÉchotech, avec pour la partie vidéo la multinationale chinoise Huawei. Un système éloignant le patient du praticien, mais vanté comme « barrière à la diffusion du virus ». Contre les maladies carabinées, rien ne vaut la médecine cabinée.

D^r Cymesse Édith

Loto-entrepreneur : la vie de château

Financé par les happy taxpayers, l'immobilier négrier berne son monde. Exemple avec ce pseudo château dans le vignoble.



A MAGIE de Noël a touché

Marine et Guillaume de

Rosnay, qui ont récolté au

pied du sapin un chèque ronde-

let de 300000€ pour les aider à

se loger. En guise d'Abbé Pierre,

c'était Stéphane Bern, brasseur

de vent, animateur télé et grand

ordonnateur jupitérien du Loto

du patrimoine financé par la

Française des jeux. Seul lauréat

de Loire-Inférieure, le couple

Rosnay va pouvoir retaper son

austère bâtisse. Enfin un peu de

justice sociale pour les heureux

impétrants qui vivent l'enfer de-

puis 2018, date de leur migration

à La Haye-Fouassière. Le couple

quitte alors l'aimable patelin de

Versailles et ses fortunes patinées

depuis l'Ancien régime. Au sud

de Nantes, le couple de misé-

reux écope d'un intérieur fruste,

ouvert aux courants d'air, « *même*

pas l'eau chaude dans la cuisine »,

fenêtres qui fuient, « charpente

imbibée d'eau ». Une véritable pas-

soire pluviale et thermique. Au-

tour, un parc et un bois, en friche

L'axe du bien

Mais les migrants à particule ne

pouvaient pas faire autrement,

cette succession était une obli-

gation morale, une vénérable tradition, le bien se transmettant de génération en génération

depuis sa construction en 1762.

« Mon oncle est mort il y a trois ans, à 66 ans. Cela nous est tombé

dessus un matin du mois de juillet, on n'avait rien demandé, ni organi-

sé », s'excuse Guillaume (Presse-

O, 18/09/2021). Cette « folie »

serait due à l'architecte nantais

Ceineray, croit-il savoir de façon

« quasi certaine » (les historiens

sont beaucoup moins sûrs). Pour

la galerie, le proprio appelle ça le

« château » de Rochefort. Pour les

ervices du patrimoine, c'est juste

une « maison noble » avec la Sèvre

nantaise en contrebas du coteau.

La gentilhommière toise les ma-

nants depuis 1752, quand Marie-

Thérèse de Luynes, veuve de Jo-

seph-Martin du Govon, achète la

propriété décatie. Elle y crée avec

son fiston Charles un domaine

viticole industrialisé, copié sur ce

qui se fait déjà dans le Bordelais.

La fortune née du trafic négrier

et de l'exploitation des esclaves

aide les braves investisseurs. Le

« bois d'ébène » réinvesti en cep de vigne. Mais, chut! Ce noir

passé est soigneusement zappé

par le story telling distillé depuis

le retour sur les terres ancestrales

depuis un siècle et demi.

par Guillaume de Rosnay qui, heureux hasard des unions successives, a gardé sa particule en dépit des vicissitudes. Bel exemple d'aristorésilience.

Briques publiques, pierres privées

Le néo châtelain, qui soigne sa com', a colonnes grandes ouvertes dans la presse locale. Pour les photos, il affectionne les tenues où domine souvent le rose, saumon ou bonbon,

selon, ou s'affuble de grosses bretelles, ça fait tellement gentleman farmer. So chic! Il met volontiers en avant ses six enfants « dégourdis et bricoleurs » qui, avec papa maman, « ont retroussé leurs manches et travaillé dur pour redonner vie » à la baraque qui, miracle, a été classée en juin 2018 monument historique, exemple de « maison des champs » avec deux pressoirs d'époque, une trentaine de fenêtres dans leur jus, des communs (gommés du discours, ça fait trop vulgaire), une partie des 18 hectares de vignes en conversion bio pour produire du « muscadet de qualité », le millésime 2020 ayant topé deux étoiles au guide Hachette des vins. Reste à atteindre le véritable objectif : se faire financer le chantier de rénovation, estimé à 1,5 M€. Une affaire bien partie : outre le jackpot du loto du patrimoine, État, Région et Département porteront le total des subventions à 800000€ (Presse-O, 21/12/2021) mais le

maître de céans espère récolter 1,2M€ (Presse-O, 02/01). Sans compter les mécènes prêts à ouvrir leur carnet de chèque défiscalisable. Via la Française des jeux, le monument historique privé sera déjà retapé grâce aux perdants des jeux à gratter ou de l'Euromillion. Le qui-perd-gagne a ses petits profiteurs.

Arrières versaillais

De quoi gonfler le moral des proprios dont l'épargne atteindrait à peine 160000 malheureux euros après avoir vidé toutes leurs poches. Enfin, presque toutes. Car l'entrepreneur qui « aime avoir beaucoup de projets », confie, admirative, son épouse, s'appelle dans son autre vraie vie Philippe-Guillaume Delong de Rosnay. Début de carrière en milieu bancaire, formation en informatique, il gère quatre sociétés, deux entités immobilières, un cabinet de conseil en gestion et la société Beetween, à l'origine cabinet de recrutement devenu éditeur d'un logiciel destiné aux recruteurs. Philippe-Guillaume détient également avec sa femme un pavillon cossu à Versailles. Mais, petit rejeton de négociants bénéficiaires déjà en leur temps de subventions royales pour leur engagement dans le commerce triangulaire, l'héritier reste accro au pognon public. Faut vous dire, Monsieur, que chez ces gens-là, on compte. ■

Théodore Botrytis



Roulez jeunesse

L'honneur intraitable

Retaper le patrimoine des négriers, ça vaut bien des honneurs nationaux.

et préoccupée par sa réélection comme députée une fois qu'elle aura rendu son sous-maroquin, Sarah El Haïry est toutes les semaines sur le terrain en Loire-Inférieure. Assidue. Elle a organisé à Treillières une cérémonie pour « services rendus à la cause associative », en félicitant Romain, 22 ans, « avec citation au bulletin officiel du ministère » (Ouest-France, 16/12/2021). Et pour mériter ces honneurs d'État, à part percher dans la circonscription de la future candidate, il a fait quoi de plus que des milliers de bénévoles dans des associations? Il « milite » dans l'asso Renaissance du Haut-Gesvres, qui retape le château

OUS-MINISTRE de l'engage- municipal du même nom. Cette ment jeuniste, très occupée bâtisse massive a appartenu à la bourgeoisie locale, le domaine étant acheté en 1803 par un négociant impliqué dans la traite négrière, Mathias Haentjens. Sa fille épouse l'armateur Pierre Joseph Maës, fils de planteur en Louisiane, lié à la colonisation de terres indiennes à l'aide d'esclaves africains*. Ce qui marie héritage esclavagiste et culture de prédateurs et de voleurs de terres. Incarnée par la sous-ministre, la patrie honore donc la restauration d'un bout de mémoire négrière enfouie, mais sans le dire. Merci, madame la sous-ministre, d'avoir fait la retape. ■

* « Treillières au fil du temps », tafdt.org, blog d'histoire locale.



Le muscadet sur lie noire

Le passé de « négoce avec les îles » pour planquer l'héritage négrier.

A BÂTISSE de la Haye-Fouas-Lsière a un peu de sang dans les fondations, comme ces 33 esclaves massacrés le 16 avril 1730, lors d'un embryon de rébellion à bord de l'Aimable Renotte, armateur Augustin de Luynes. Pour se lancer dans le pinard, la famille de Luynes avait un peu d'artiche de côté : la lignée a fait fortune côté paternel au sein de la chambre des comptes de Bretagne et, côté maternel dans le maritime : au milieu du xvIIIe, les aïeuls armateurs font partie des quatre plus puissants nantais, grâce officiellement « au négoce avec les Îles » comme dit le descendant qui ne mentionne surtout pas le commerce négrier, ni le double profit, la famille étant aussi esclavagiste (faut bien faire trimer ses cargaisons). « Cet investissement massif dans l'armement s'est doublé d'une saisie importante de plantations aux Antilles, ce qui en fait un des meilleurs exemples du trafic colonial intégré », écrit l'historien universitaire Guy Saupin.*

La famille « se remarque ainsi précocement », souligne l'universitaire Erick Noël**, en faisant partie des précurseurs français d'une traite négrière jusque-là admise par le pays dit des Lumières uniquement sous les tropiques. Mais pour le chercheur Erick Noël, la contradiction entre « le climat de fièvre commerciale des années de Régence » et le sillage des « grandes découvertes » - comprendre conquêtes coloniales - devient intenable pour le roi, sous la pression des bourgeois et des nobles. En 1716, un édit royal autorise finalement le séjour d'esclaves noirs en métropole, pour trois ans maximum et normalement pour leur inculquer une éducation religieuse ou un métier. Prétextes fallacieux : « Dans les faits, les grandes familles nantaises, ayant des intérêts dans les colonies, font venir à Nantes des gens de couleur pour être leurs domestiques », rappelle le musée d'histoire de Nantes. Les de Luynes se faufilent dans la brèche juridique pour vendre des esclaves jusqu'à Paris. Bon, on va pas se formaliser pour des luynepties d'il y a trois siècles. ■

* L'esprit d'entreprise dans le négoce nantais au xvIIIe siècle : l'exemple des De Luynes, Guy Saupin, Économie et société dans la France de l'Ouest Atlantique, Presses universitaires de Rennes, 2004.

** L'esclavage dans la France moderne, Erick Noël, Dix-huitième siècle,

Avanti popolo

Ors et argenterie

L' Élysée, l'eldorado des élèves passe-plats.

TNE TRENTAINE d'élèves du BTS hôtellerie restauration du lycée catho Sainte-Anne de Saint-Nazaire (que de saints...) a mis le couvert et servi à l'Élysée pour le gueuleton des maires de France, version cockle privilège de « manipuler la ment trop bonne. ■

vaisselle et l'argenterie de personnalités du monde entier » et de découvrir « le palais présidentiel de l'Élysée, ce lieu emblématique de la nation française » (Presse-O, 26/11/2021). Octroyer au bas peuple des loufiats cet apercu tail dinatoire. Sa sainteté Ma- des ors de la royauté publique, cron leur aurait ainsi accordé son altesse Macron est carré-



2

Bauloiseries, croisiqueries, mondanités

Les guignolos du glamour chic gagnent à être ignorés.



A BAULE, la Presqu'île, si chicos. Le bourgmestre de La Baule est conseiller politique de la candidate Valérie Pécresse qui a justement un double pied-à-terre à La Baule, deux villas mitoyennes sur le front de mer près de la plage Benoît, le top de l'entre-soi bourgeois (9,7 millions d'euros de patrimoine déclaré). Une des deux, Villa Orphée, « idéalement située dans le quartier le plus prisé de La Baule », est divisée en quatre logements sur trois niveaux, chambre seule, deux duplex, un studio, loués en Airbnb, et que la proprio a retirés à la location en décembre dernier – faut savoir se faire discret.

de patrimoine à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique, Valé-Linotte Pécresse avait juste oublié une des deux villas (Le Canard enchaîné, 16/03) détenue en SARL avec le mari et les trois nen-

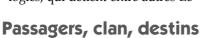
Le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, est quant à lui détenteur du ma-

noir de Pen Castel au Croisic. Une modeste masure face à la mer, qu'il ne loue pas aux manants. Faut savoir garder son rang. La pointe rocheuse a d'abord été une batterie côtière, ce qui a dû plaire à Geoffroy, engagé deux ans dans les commandos de marine avant d'intégrer L'Oréal. Le nid à canons date de 1747, donc avant la Révolution. Un peu avant que la famille Roux n'accède à la noblesse dite « de cloche » (ou noblesse municipale), quand l'un de ses aïeux, échevin de Lyon, décroche sa particule en 1769. Geoffroy est à la tête du fonds d'investissement Notus Technologies, qui détient entre autres Le

Pour sa déclaration Fondant baulois, entreprise rachetée en 2017, dont le gâteau au chocolat prétend « incarner l'esprit "glamour chic" de la station ».

> Avec son époux Jérôme, Valérie fête souvent son anniversaire chez son « ami intime » Geoffroy, avec Sabine (la moitié du patron des patrons) en toute simplicité (Capital, 28/08/2018). C'est juste à côté d'où crèche la voisine Christine Boutin. Depuis la véranda à l'étage, celui qu'on appelle « Roux de Bèze » a vue sur mer, et sur les blockhaus qui parsèment la propriété, dont un qu'il a transformé en abri pour ses kayaks, c'est très pittoresque (ah non, on ne peut pas visiter). Le mur de clôture en granit a perdu les créneaux qui le décoraient, faut pas trop faire château-forteresse. Les échauguettes sont factices, c'est du néomédiéval du xixe. Mais il y a quand même des désagréments : des vassaux, déguisés en promeneurs, arpentent le chemin côtier entre la baie du Crucifix et la plage Valentin, au ras de la propriété de Geoffroy. Heureusement, Pen Castel est à 200 m de la gendarmerie. Il est toujours bon de disposer de gens d'armes en proximité de son domaine. ■

> > **Toni Niniche**



Les grands passages ne passent pas

On ne peut tolérer le voyage qu'ailleurs. Comme les gens qui vont avec.

es gens du voyage, ça va quand ca voyage. Mais dès qu'ils s'arrêtent, c'est des le tollé. À Guérande, créer une aire d'accueil de grand passage pour 250 caravanes lors des rassemblements évangéliques d'été ne vise pas à accueillir mais à mieux expulser, selon le maire de Guérande Nicolas Criaud : « Si nous n'avons pas de terrain, cela rend impossible l'arrêté préfectoral puis l'expulsion d'une installation. Il faut être lucide, cela n'empêchera pas les gens du voyage de s'installer sur des lieux qu'ils auront définis » (Presse-O, 13/11/2021). Le terrain ne sera là que comme arme juridique. En 2013, son prédécesseur Christophe Priou avait présenté sa démission au

préfet pour faire pression contre « l'envahissement de son domaine public », obtenant l'expulsion de 150 familles installées dans le stade municipal. Avec le plein soutien du maire de la Baule d'alors, Yves Métaireau.

Investissements fragilisés

Aujourd'hui, le projet d'aire provoque la « colère » du clan des élu·es du patelin voisin, La Baule, qui attaque Guérande au tribunal administratif pour annuler la décision de créer ce terrain. Pour l'élu baulois à l'attractivité et au développement économique, « La guerre n'est pas finie, elle ne fait que commencer »... Outre les prétendus risques pour la nature, l'agriculture, le bassin

versant, les marais salants, le site choisi serait « inadmissible, car c'est la plus belle vue de la voie express en arrivant de La Baule ». Ailleurs, invisible, près d'une déchetterie comme habituellement, ils l'auraient toléré... Mais là, pour Franck Louvrier, « ce projet dévisage ce site protégé d'entrée de ville surplombant la baie de La Baule et fragilise les investissements en matière de tourisme d'affaires » (Presse-O, 22/11/2021). Appuyant les points de suspension, l'adjointe Danielle Rival ajoute : « On sait comment vivent les gens des grands passages... » (Ouest-France, 22/11/2021).. Timide, tout ça. Supprimons les gens, les voyages et les préjugés ■

Django Peinardt



Prière d'insérer

Le permis de conduite probatoire

Bouguenais passe les Roms à la sélectionneuse.

d'Ukraine, les Roms ont droit au mix républicain « humanité et fermeté ». Et ils doivent d'abord rentrer dans le rang, s'as-si-mi-ler. Leur favela à la Neustrie ayant cramé en triées, relogées dans des mobiles

"ENUS de Roumanie, pas avril 2021, la ville de Bouguenais a choisi de « remplacer un bidonville illicite, zone de non-droit dans laquelle personne n'était identifié, par un terrain encadré » (Presse-O, 06/01). Quelques familles sont

homes, provisoirement. « Nous avons dû en sélectionner certains, selon des critères familiaux », dit la bourgmestresse Sandra Impériale, qui ajoute dans un soupir : Et consentir à un investissement important de 300000€ » (Ouest-France, 03/12/2021), en fait financé à 80% par l'État. Mme Impériale espérant que ça serve pour que ces familles « s'insèrent véritablement ». Pas pour de faux, bande de saligauds! Pour contrôler cette véritabilité, l'autorité publique municipale « effectue des contrôles aléatoires pour voir si les enfants vont bien à l'école », puisque « les occupants ont passé un contrat de bonne conduite et de scolarisation des enfants ». On se demande pourquoi on n'exige pas qu'ils pointent matin, midi et soir dans un commissariat d'insertion. ■



Hache elle aime

Casse-toi, pauv', #labauleremix

Le logementsocialisme minimal, tout un art.

rant 38 logements HLM dans une ancienne colo de vacances : « Une fierté pour la ville ». Le maire s'est félicité de « faire du beau accessible pour les familles ». Ce qui ne fait gagner qu'un point à La Baule, passant de 2,1 % de logements sociaux dans la commune à 3,1 %, bien loin des 25 % imposés par la loi SRU solidarité. Et ce petit ensemble municipal de 724 logements sociaux, c'est rien à côté des 975 logements vacants, soit 4,2% de logements vides selon l'Insee. Sans parler des 13000 résidences secondaires qui ne servent que quelques jours par an.

Mauvais élève buté, traînant les pieds tant dans sa commune qu'au sein de la communauté d'agglo Cap Atlantique, Louvrier n'évite donc pas les trois ans de punition infligés par la préfecture : interdiction du droit de préemption de la commune et pénalités annuelles, 230000 € en 2021, grimpées par l'État à 871 000€ en 2022 faute d'avoir

FRANCK Louvrier a plastronné tenu les engagements. Sans le 1^{er} décembre en inaugu- compter le châtiment envisagé à 1,3 M€ en 2023. Les pauvres qu'on n'a pas encore coûtent une fortune aux nantis baulois qui voudraient tant pour une fois maintenir un déficit. La carence protège leur ghetto. Faut dire que le maire de la soi-disant «plus belle plage d'Europe» a un peu provoqué le préfet en refusant en juin 2021 de signer le « contrat de mixité sociale », estimant injouable et même « délirant » le rattrapage : 1774 logements sociaux à construire en trois ans pour arriver au taux légal de 25 % en 2025... Pas sympa pour le bétépé.

> Mais Louvrier espère un assouplissement de la loi (évoqué depuis 2017) et de cette saleté d'injonction à un quart de logements pour nécessiteux et sans-dents, étant donné son statut de station balnéaire. Les rupins pourront peut-être continuer à respirer entre eux. Éloigner les pauvres, les contenir, c'est peut être aussi ça, la vraie fierté pour la ville.

La Baule social club

LAMBÉE de violence chez les rupins. Un Baulois prête sa voiture L à un ami. Au moment de rendre la bagnole, le ton a monté. Au point que l'un a cogné sur la tête de l'autre avec un club de golf. Une agression chic saluée par dix jours d'arrêt de travail. Pas de doute, La Baule a l'esprit club. ■

Marins vigilants

A VRAIE DÉLINQUANCE va reculer à La Baule. Dix caméras de vidéo surveillance braquées sur le port vont choper en flagrant-délit les « excès de vitesse, mauvais comportements et rodéos à jet ski » qui menacent l'ordre, le chenal et l'esprit baulois, « peut-être pas les bandes organisées mais au moins les fêtards du soir » (Ouest-France, 10/03). Pourquoi ne pas avoir posé des ralentisseurs sur l'eau, des gendarmes couchés, en apnée, et des drones déguisés en mojitos?■

Dix pour cent

DOUR ATTIRER dans les palaces baulois des candidates aux postes de commis de cuisine et d'employé·e d'étage, le DRH du groupe Barrière vante les avantages : « Les heures de nuit après 21 h sont majorées de 10 % » (Ouest-France, 01/12/2021). La convention collective débutant le travail de nuit à 22h, ça ne fait qu'une heure cadeau, un bonus de 82 centimes par jour, au smic. De quoi « redonner un certain attrait à l'hôtellerie restauration »... ■



Présig-land L'amiral de terre plein

C'est quoi c'bordel au bord de l'eau?

ILS DOIVENT PARTIR. C'est pas l'Armée du salut, ici. » Casse tête : comment virer des membres de son association, qui plus est à jour de leur cotisation? Sur ce terrain municipal au bord de l'Erdre où des bateaux à sec sont en chantier avant remise à l'eau, le temps est au vinaigre. Entre proprios de ces bateaux, les coups de gueule couvrent le son des meuleuses, la musique des ponceuses et la mélodie des visseuses. Jusqu'ici, le chantier naval associatif de l'Ancap, Association nantaise des constructeurs amateurs de plaisance, était aussi un lieu d'entraide, d'échange d'outillage, d'autoconstruction, d'entretien et de réparation de bateaux de plaisance. Un espace de liberté, de temps long, hors des prestations marchandes. Au bord de l'Erdre, un peu avant le pont de La Jonelière, le site coincé entre un bout de falaise et le fil de l'eau est concédé gratuitement par la Ville de Nantes depuis 1984.

Histoire de non-cul

Depuis qu'il préside l'asso, Micka s'est fait surnommer « présigland » (c'est pas gentil) par certains. Entouré de « vieux schnocks et d'aigris », il s'est vite senti le boss du terrain. Aux récalcitrant·es à ses méthodes, il lâche: « Je ne peux pas rester le même, maintenant que je suis président ». On se demande pourquoi ce gusse qui n'a même plus de bateau à lui, s'accroche à cette casquette d'amiral à sec. Et pourquoi il se crispe, focalisé contre Mélanie, une des autoconstructrices qui vit sur place depuis 2017 dans sa barge en alu qu'elle retape. « Conflit personnel » qu'il « souhaite régler de manière indirecte par le biais de l'association », écrit l'avocat de Mélanie pour l'audience qui échouera à l'expulser. « Question de pouvoir... Et peut-être une histoire de cul, ou plutôt de non-

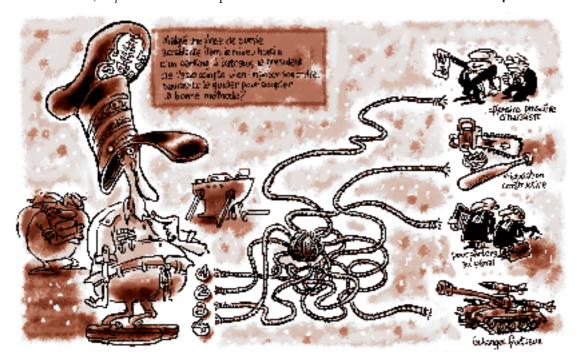
cul », suggèrent certains. Un pouvoir de séduction mis en échec. Lui aurait bien voulu, mais Mélanie pas du tout. Le président nie mollement : « Jamais entendu parler de ça. Ce n'est pas du tout mon style de femme. Et j'ai dix ans de plus qu'elle... Les petites histoires ne m'intéressent pas. Le conflit est né quand j'ai demandé à respecter le règlement. » En décembre 2020, invoquant un « trouble à l'ordre public » imaginaire et envisageant « l'assistance de la force publique, d'un serrurier, d'une entreprise de terrassement ou de dépanneuses », un huissier a voulu dégager Mélanie. Motif: elle dort dans son bateau. Argument peu crédible puisque ça assure une présence la nuit, et surtout que le président en question a vécu ici six ans dans sa vedette à sec, revenant même lors du premier confinement vivre amarré au ponton et gardant pour l'administration sa domiciliation sur place. D'autant qu'un tarif spécial incluant les frais d'assainissement est facturé aux résidents sur place. Les dirigeants de l'Ancap ne découvrent donc pas une situation dont ils ont eux-mêmes bénéficié. « C'est vrai, j'ai moi aussi vécu cinq mois ici, mais c'est fini », explique à Lulu un de ces grincheux. Le record : plus de huit ans pour un autre adhérent à qui on n'a jamais cherché de noises.

Patatras et bis repetita

À l'audience en mai 2021, le président et son clan d'administrateurs scrogneugneux étaient absents, s'évitant d'assister au fiasco retentissant, les juges reconnaissant une « autorisation explicite à résider sur place » du fait de la « tarification spéciale appliquée aux résidents » et « la délivrance de factures ». Déboutée, l'Ancap a même été condamnée à 800€. En février 2022, les déboutés tentent de profiter de la mise aux normes

des compteurs électriques par la Ville pour faire installer une minuterie et couper le courant la nuit. Objectif: faire dégager Mélanie qui ne pourrait vivre sans chauffage sur place avec sa fille de cinq ans et demi. Prévenue que ça pouvait valoir une plainte pour voie de fait et un passage au tribunal en référé, la mairie a mis le holà. Outre Mélanie, deux autres femmes les plus actives sur le chantier, Morgane et Caroline, ont aussi subi plaintes, huissiers, menaces. L'amirauté de terreplein aurait elle un problème de misogynie? Sur les 82 adhérent·es déclaré·es, une petite dizaine résiste, demande, sans succès malgré de nombreuses mises en demeure, à consulter la compta et les documents administratifs de l'asso, subit l'offensive du clan grinchu qui change les serrures du local, coupe autoritairement la wifi, confisque la cafetière, « neutralise » le frigo dédié aux adhérent·es. Motif: « Les locaux sont pas propres... » « On a dû faire notre vaisselle dans les chiottes. » La bibliothèque compilant des années de docs techniques accumulées est détruite. Prétexte : risque incendie. À ce tarif-là, il faudrait cramer toutes les médiathèques, centres d'archives et papeteries. Rencontrés sur le terrain, le trésorier et deux de ses sbires se lâchent : « On fait ça pour protéger l'asso », « Ils pourraient saboter des choses », « Ils chauffent trop, ils profitent du frigo, de la wifi, du gaz, de l'électricité... », « C'est la jungle », « On n'est pas à Notre-Dame-des-Landes, ici. Ils ne travaillent pas, ils squattent »... « Ben euh, non, ils paient leurs emplacements... », rectifie d'une petite voix le trésorier. « Bon, peut-être, mais ils vivent du RSA. Quand on n'a pas les moyens, *on n'a pas un bateau.* » Les pauvres n'ont qu'à prendre l'amer. ■

Captain Paddock



MacDo ouvert aux hiboux

υιυ a reçu ce communiqué du Mouvement de ventilation des fast-foods : « L'attaque au tractopelle du 10 février a déconstruit le McDo de Cheviré en relâchant deux coffres-forts, jusqu'ici enfermés sans jamais s'être promenés ni ventilés. La déconstruction a aussi aéré le resto pendant le travail des cambrioleurs, évitant une propagation du coronavirus parmi ces travailleurs trop souvent invisibilisés ».Le mouvement espère être vite reconnu d'intérêt général.

Fast foutez ça dehors

ERMÉ en septembre, racheté par la métropole pour un futur casse-tout-rebétonne, le resto Le Ripaillon à Pirmil a été rouvert le 19 mars par des militant·es solidaires et renommé Marx Donald's, lieu d'accueil des réfugié·es et cantine. Deux jours après, Nantes métro l'a fait expulser par une armada de CRS, sabotant l'eau et l'électricité pour que ça ne puisse servir à personne, na!, postant deux vigiles en permanence. Si jamais une personne non Ukrainien·ne repoussait la porte.



Trafalgare

Une gare enjambant les rails, c'est bien joli, mais le populo s'en tape. Il passe dessous.

N LEUR FAIT une belle gare déguisée en galerie marchande pimpante, vitrée de haut en bas comme dans un aéroport, hyper moderne, on v met des boutiques, des fastboufs, un supermarquette. C'est terriblement innovant. Et pourtant, les gens (ah! les gens...) boudent. Préfèrent passer par le vieux souterrain tout moche. Trois ans de travaux et 132,5 M€ pour créer une passerelle mezzanine, 18 escalators, huit ascenseurs, et flop. De fait, avant cette passerelle, 600000 personnes utilisaient le tunnel pour traverser la gare par en dessous, sans s'y arrêter (Place publique, janvier 2016). Et elles continuent. Si c'est toujours plus rapide en souterrain, pas de raison de grimper et dégrimper pour faire plaisir aux aménageurs. Ces radins de gens pressés refusent de devenir des clients.

À peine inaugurée, la nouvelle gare avait subi des fuites. On a mis des seaux. Un an après, les voyageurs sont toujours dans la fuite, persistant à souterrainer pour accéder aux quais. « On s'y attendait un peu, les habitudes sont longues à se défaire », dit la cheminote en chef des gares de l'Ouest (20 minutes, 24/02). Ingrates, les incultes snobent la signature de l'architecte prestigieux, Rudy Ricciotti. Ce grand maître starchitecte avait pourtant bien expliqué que « la mezzanine est définie par des structures organiques renvoyant à une vision fictive et interprétée de la nature : la gare est ici exprimée comme étant l'antichambre d'un ailleurs ». Grâce à ce « pont arboré et habité », Johanna Rolland avait pourtant prédit cette « gare du xxi^e siècle sera pleine de vie ». La filiale Gares & connexions de la SNCF appelle ce genre de projet de nouvelles gares des « city boosters », « centres nerveux et vitaux des villes de demain ». La gare cache une machine à cash : « Cette fertilisation du passage et de l'attente des usagers renvoie au modèle de l'aéroport, qui a dépassé son statut de pôle de transport pour devenir un véritable centre commercial. »* Fantasmant sur une « nouvelle transversalité », capable de « déjouer son propre impact sur le territoire », un des chefs de projet a qualifié le nouvel édifice de « multiprise géante »*. Sans risque de disjoncter, y a pas de courant.■

Edgar Dunor

* Gare à l'espace public! Étude du projet de la gare de Nantes, figure du renouveau des gares ferroviaires en France, Esther Donikian, école d'architecture de Nantes, 2020.



Garément payant

XTENSION du domaine du stationnement payant à Nantes : la Ville va acheter 680 nouveaux horodateurs pour 4,5 M€. Sachant qu'un horodateur revient donc à 6 600 € pièce et qu'il doit encaisser des péages à parking pour une moyenne de 16 places à gérer 2830 heures par an, calculez en combien de temps il a remboursé son coût initial. Et on ne parle pas des revenus pris sur les contrevenants. Attention, on ne dit plus amende mais « forfait de post-stationnement ». Ça passe nettement mieux. Un conseil : roulez à pied.

Ni trop ni pical

Le zoo veut chauffer son effet de serre

La Boissière du Doré, ses tropiques sous cloche et chauffés.



N PARC d'attraction sans nouveauté, ça n'attractionne pas, paraît-il. À La Boissière du Doré, le zoo veut donc doubler l'emprise au sol du zoo en gagnant 21 hectares, dont trois de nouveaux parkings, même si ça condamne des terres agricoles. Apprenti sorcier du climat, le directeur Sébastien Laurent veut construire un dôme tropical artificiel de 5 000 m2, en chantier à partir de 2025, avec un budget autour de 5 M€.

Extension à tout bout de champ

Arche de Noé commerciale, la serre exhiberait au public des espèces en danger de la zone équatoriale : Amazonie, Guinée, Ouganda, Madagascar, sud-est asiatique... le promoteur n'a pas encore choisi. L'extension du zoo mordrait sur des champs, zones que le plan d'urbanisme dit « à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ». Bon, pour les zoophiles, la municipalité fera une dérogation « à condition d'être strictement nécessaire à l'activité du zoo » (lire attractivité). Normalement limitées à 8 m, les nouvelles constructions auraient dérogation jusqu'à 18 m pour tropicaliser l'ambiance sous serre. Le zoo promoteur dit se contenter de

fausses tropiques à 12m de haut, soit quand même un immeuble de quatre étages surgi en plein

Fortes réserves à gogo

La préfecture (direction départementale des territoires et de la mer) émet « de fortes réserves » sur la gourmandise en terrains : « Le dossier ne justifie pas la ponction d'une telle superficie ». Et demande à réduire le périmètre. Le Département pareil. La commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers donne carrément un avis défavorable, la chambre d'agriculture itou. L'autorité environnementale tousse aussi sur l'appétit de champs que le zoo veut s'annexer, et sur l'impact paysager de la serre géante. Le directeur du zoo laisse entendre qu'il pourrait réduire d'un tiers les surfaces souhaitées. 14 ha au lieu des 21 du départ. Ça ressemble à une fourberie tactique de négociateur : demander beaucoup en sachant qu'après avoir été retoqué, le zoo obtient ce qu'il avait prévu.

Drôle de paysan de loisirs

Avant de modifier le PLU, l'enquête publique tenue en mars 2021 désigne le zoo comme « activité agricole de loisirs et de

ALLO? CHEP

UFS PLOMES ONT

LES TAMARINS

HE MEURENT

ENCORE SAUTÉ JE CRAINS QUE

sauvegarde des espèces menacées ». Des drôles d'agriculteurs dont l'activité extensive pourrait bien impacter la vraie faune et la flore locales de l'extension, partiellement en zone humide sensible. « Investigations naturalistes à approfondir », sourcille l'autorité environnementale.

Parallèlement, PCAET, Plan climat air énergie territorial, de la communauté de communes dont fait partie La Boissière entend « protéger la biodiversité et les services écosystémiques et lutter contre les espèces invasives »...

Chauffe Marcel

Localiste noire

La culture locale extensive annexe l'Afrique.

ISANT à « renforcer l'offre touristique tournée vers la nature et la culture locale », le PLU de La Boissière met sur le même plan circuits de rando et développement du zoo, et sa faune très locale : sapajous boliviens, loups d'Alaska, grand ducs sibériens, aigles bleus chiliens si typiques des Mauges, sans parler des pandas, tapirs et autres boas constrictors très courants dans le vignoble depuis toujours. Avec

leur architecture coloniale à toit de paillote, les quatre « Africa lodges » sur pilotis proposent aux clients : « Plongez en immersion en plein milieu de la savane où vous passerez une nuit d'exception ». Toujours très culture locale. La prestation dans ces cabanes perchées prévoit « du champagne pour les occasions particulières ». Un vibrant hommage au vignoble de proximité. Le picrate de savane sur lie se fait attendre.■

Chauffe la rue

Le chaud, ça s'travaille. En l'envoyant en l'air.

ABEGIE locale, ineptie globale. Qui mettrait un chauffage électrique à fond sur son balcon? Selon les calculs de l'asso négaWatt, une terrasse à brasero peut émettre autant de carbone en un hiver qu'une bagnole neuve roulant 122000 bornes. Pourtant, chauffer l'extérieur des bistrots, ça se fait encore, même si c'est interdit à Thonon-les-Bains

depuis 2012, à Rennes depuis 2020. En Allemagne les plaids s'ajoutent déjà au look manteauécharpe-bonnet. La loi nationale a été reportée d'un an. Nantes a octroyé une dérogation jusqu'à la fin de l'hiver, en contradiction avec les promesses de campagne de Johanna Rolland aux dernières municipales. Mais ne le dites pas, ça jetterait un froid. ■

Congèle le ciel

Le froid, ça s'travaille. En le tartinant par terre.

Laisserait son congélo allumé et ouvert dans son jardin? Qui s'est obstiné à faire de la glace artificielle en plein air pour les fêtes? Nantes et Saint-Sébastien devaient patiner à ciel ouvert mais ont annulé pour cause de covid. Saint-Nazaire (patinoire et trois pistes de luge) et Clisson se sont obstinées. Châteaubriant aussi, mais il a fait trop doux, l'eau glycolée ne prenait plus en glace, il a fallu fermer deux jours. Pour ces patinoires extérieures énergivores, c'est la cata par temps de redoux ou s'il pleut.

La fabrication de glace explose la conso électrique, sans parler du bilan carbone du transport du groupe froid et du matériel. La Baule a pulsé une couche de neige artificielle sur son marché de Noël, Saint-Père-en-Retz sur sa marche aux lampions. Carquefou a congelé le sol quinze jours, sous la halle du marché couvert. Quoi quoi, urgence climatique? À Piriac, la patinoire était en plastoque, 100 m² de surface polymère. Pourquoi ne pas passer partout aux patins à roulettes - avec un bon ciré s'il fait mousson?■

Fake la neige

La blancheur de montagne, ça s'travaille. Au canon.

A NEIGE ayant boudé les JO Ld'hiver de Pékin, les organisateurs ont opté pour le 100 % fausse neige, crachée par plus de 300 canons et 83 lances à neige du four- ruisselle donc jusqu'à nous.■

nisseur italien TechnoAlpin dont le bureau d'étude spécialisé sur ces lances est basé à Carquefou. La gloire de l'aberration écologique

PISCINES A L'EAU FROIDE NOUS CRÉONS CONGELE, PRÉT UN CONSERVATOIRE RESSERVIR DE L'EAU CHAUFFÉE

AUCUNE GOUTTE D'ENU NA ÉTÉ MALTRAITÉE POUR LA RÉALISATION DE CE DESSIN

Service commandé

Presse-Océan, 26 novembre 2021 « Deux squatteurs délogés par la police ». Seul le titre est de la rédaction. L'article recopie le rapport de police, quasiment sans y toucher: « L'occupant en titre des lieux absent actuellement, s'était déjà signalé auprès de nos services pour signaler une tentative de cambriolage » avant de détailler le pédigrée, nationalité, année de naissance, des « deux individus », forcément « connus du service ». Le journalisme en service

La vie en rosé

minimum.

Presse-Océan, 2 décembre 2021 Le chauffeur chauffard avait bu un cubi entier de rosé. Cinq litres. Il « a embouti trois voitures » près des facs. Impossible de fluidifier le trafic, quand certains liquides créent des emboutillages.

Facture tirebouchonnée

L'Écho de la Presqu'île, 11 janvier 2022 Fait divers à Pornichet. En donnant un coup de poing à un autre qui n'était pas saoul, un type éméché s'est fracturé la main. C'est ballot. L'autre a riposté à coup de tire-bouchon. C'est tordu. Le tirebouchonneur condamné à 600€, le fracturé de la mimine relaxé.

Littéralement

Presse-Océan, 2 décembre 2021. Un ancien disquaire évoque sa scolarité à « Jules Vernes, "le lycée des littéraires" ». Un bahut nantais porterait donc le nom du créateur de Bob Morane. Mais pourquoi avoir changé son vrai prénom, Henri, en Jules? Sans doute en hommage à Jules Vallès, ex-potache à Clemenceau, l'autre lycée du centre nantais...

Divines menaces

L'Éclaireur de Châteaubriant, 3 décembre 2021

Son ex-femme, il l'a menacée de mort, par texto. Menaces légitimes, selon lui : « J'ai le droit de te tuer, c'est Dieu qui me l'a dit. » Le commanditaire n'a pas été poursuivi, seul le lampiste menaceur prend six mois avec sursis et obligation de soins, mais pas d'interdiction de communiquer avec celui qui lui a dit de tuer.

Coquorico

Ouest-France, 4 décembre 2021

En gaz à effet de serre, la coque en acier du paquebot Wonder of the seas pèse un demi million de tonnes de CO₂, « à peu près ce que rejettent 160000 voitures pendant un an ». Et c'est fait chez nous, à Saint-Nazaire. On est les meilleurs! Et ça, rien que pour la coque nue, sans compter la superstructure, les aménagements intérieurs, l'exploitation en mer, au port. Vivement une coque en papier mâché recyclé.

La patience forcée du stock

France 3 Pays de la Loire, 22 janvier 2022 Débordée par la demande, la justice nantaise n'en peut plus. 14 mois de délai d'attente de jugement aux affaires familiales. Des dossiers d'agressions sexuelles pas traités depuis 2015... « Hors le champ de l'urgence, la justice nantaise n'est plus crédible, plus audible », dit le procureur, demandant « une augmentation des moyens pour écluser les stocks ». La justice, c'est juste une histoire de flux tendu à retrouver.

Gros sur la patate

Deux maraîchers du sud Loire sarclés par la structure solidaire censée les aider. Il ne faut jurer de lien.

A TERRE légumière est parfois très amère. Deux paysans bio ont mordu l'ornière, malgré l'aide de la structure solidaire Terre de liens, alias TdL, « mouvement citoyen » qui a acheté les terrains pour qu'ils puissent y travailler. Vincent Ravard, installé en 2012 à La Chapelle-Basse-Mer, Léandre Langeard en 2016 à Gorges... Mais le soutien du mouvement qui vise à « préserver les terres agricoles, faciliter l'accès des paysans à la terre et développer l'agriculture biologique et paysanne », s'est arrêté dès l'acquisition des champs.

« Une fois le bail signé, on reste tout seul, il n'y a pas de suivi, Terre de liens s'efface, et les loyers de fermage sont encaissés par la société foncière*, devenue une grosse machine nationale, qui perd le lien entre les épargnants et les fermiers », expliquent-ils. Avec la société d'investissement, basée dans la Drôme, le lien distendu tourne au silence radio. « On n'a de lien qu'avec un salarié de Terre de liens qui ne fait que remonter nos questions aux administrateurs, sans aucune capacité à répondre. À l'ouverture, j'ai voulu inviter des gens qui ont aidé financièrement à l'achat de la ferme, mais je n'ai pas eu accès au listing des épargnants. Aujourd'hui à nouveau, je voudrais pouvoir communiquer librement aux personnes qui ont apporté des fonds à mon projet, leur expliquer les raisons de mon arrêt... », soupire Léandre. La cagnotte ouverte au lancement du projet récolte en moins d'un mois 70 000€ dont moins de la moitié a été dépensée par la foncière. Le reste? Mystère. Contactés, les administrateurs régionaux ont laissé leur salarié donner seul cette explication: « Il y a une incompréhension: Léandre n'est pas propriétaire de cette épargne solidaire, que les sociétaires choisissent de flécher localement ou nationalement, note Tanguy Martin, médiateur foncier à TdL Pays de La Loire. Quant au propriétaire [la foncière], il n'a aucune obligation légale ou morale à faire des travaux si le contrat de départ ne le prévoit pas. »

Fermage râpé

À la signature du bail, Léandre reçoit une facture de 500€: « Je croyais que c'était le fermage, mais non, c'étaient des "frais de mise à bail" pour le montage du dossier. J'en avais jamais entendu parler. Un mois de revenus pour moi... »



Baux parents

La l'éloignement de la foncière, Tdl Pays de la Loire a créé en 2018 Passeurs de terres, société coopérative d'intérêt collectif, qui a ravivé le bail « à domaine congéable » hérité d'usages fonciers finistériens remontant au xive siècle. Locataires des terres selon un fermage classique, les fermiers et fermières sont, le temps du bail congéable, considérées comme propriétaires des bâtiments et hangars agricoles.

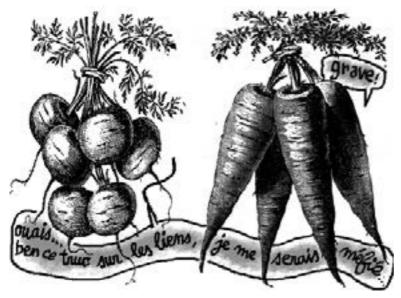
En fin de bail, ils sont obligatoirement rachetés par le proprio ou celui ou celle qui le reprend. Une convention des usages mesure aussi en fin d'activité les améliorations réalisées et les modalités de cogestion foncière entre fermier ères et groupes d'accompagnement locaux, organisations paysannes, naturalistes, citoyennes. En espérant des rapports plus directs entre les paysannes installées et leurs soutiens. Plus proche du terrain.

Les deux triment jusqu'à l'épuisement, gagnant une misère. Ils veulent arrêter, avant la fin de leur bail. Nouveaux ennuis. « On n'est que locataires, et c'est pourtant à nous de trouver des repreneurs », dit Vincent. « Mais, ajoute Léandre, c'est la foncière qui valide (ou pas) la reprise, laissant à la charge du paysan la revente de ses actifs, qui n'ont dès lors plus la même valeur qu'un outil de travail "roulant"... Aujourd'hui, je démantèle la ferme que j'ai créée... » « Les actifs de la ferme, matériel, semences, ce n'est pas de notre ressort », dit Tanguy Martin.

Pour Léandre, TdL vend du rêve, vante la création de fermes bio, alternatives à l'accaparement des terres, mais reste inerte face aux complications économiques ou aux refinancements de projets déjà lancés. « On n'a pas droit de regard sur la gestion et on ne peut pas obliger les fermiers à rendre des comptes, ce serait du paternalisme. Mais on est désolés pour Vincent et Léandre », dit Tanguy Martin.

Vétusté à louer

« Le portail du hangar ne pouvait plus ouvrir, l'eau gelait dans le bâti-



plus directs entre les paysan·nes installé·es et leurs soutiens. Plus ment, l'électricité était obsolète, les vitres pétaient, tout bougeait, c'était dangereux, explique Vincent. Il m'a donc été interdit de l'utiliser, mais rien n'a été déduit du fermage annuel. La foncière a promis d'en reconstruire un neuf, mais tout l'aménagement était à mes frais. » Pour arroser, l'eau de Loire est captée à distance, mais le compteur était vieillissant, la canalisation vétuste. « Là aussi, c'était à moi de payer les travaux : 5000€. Impossible. On porte les risques du proprio

Message d'erreur

avec les désavantages du locataire. »

Même s'ils ne détiennent pas les

terrains, le bornage, le notaire,

une part de la taxe foncière sont

réglés par ces paysans.

Cet hiver, épuisé, démoralisé, Vincent a craqué. « J'arrête, ras l'cul! ça m'a détruit. » Fin janvier, il est devenu formateur à la chambre d'agriculture, son exploitation en dépôt de bilan, le matériel attendant d'être vendu aux enchères pour combler les dettes. Léandre avait bien trouvé deux repreneuses mais le dossier a échoué, pas vraiment étudié par TdL, malgré des engagements pris. Il a cessé son activité au 31 décembre, et va tenter de négocier l'abandon des dettes à la banque. Un immense gâchis, ne serait-ce qu'humain. « Il y a six ans, l'installation s'est faite dans une certaine euphorie. Sans les conditions sine qua non : des bâtiments, l'électricité sur place, et l'accès à l'eau potable pour l'irrigation et laver les légumes. Sur cette ferme, le bon sens aurait dû dire qu'il ne fallait pas lancer le projet », dit son voisin Jacques Chauviré, maraîcher sur une ferme assez similaire. Pour Tanguy Martin, « s'il y a eu erreur d'appréciation sur la viabilité de la ferme, elle a été de tous les acteurs de l'installation,

Engourdissement

Audencia lave plus vert

Les étudiants d'Audencia plantent des arbrisseaux, et bichonnent leurs indicateurs du greenwashing de carrière.

▼'EST pas des blaireaux, les apprentis managers. Plutôt pandas, l'école de bizness étant partenariatisée avec WWF. Et c'est du lourd, la fibre écolo de l'école qui, en dix ans, a réussi un exploit : « Des compétences RSE ont été développées dans 10 % des cours, un projet de recherche sur les choix de plats durables en restauration collective a été mené, et 6000 bouteilles en plastique ont été évitées » (bilan de juin 2020). Cette chasse au plastoc buvable, remplacé par des gourdes réutilisables distribuées aux élèves et au personnel, est moyennement impressionnante, l'école comptant 6900 étudiant·es et salarié·es par an. Et dans le genre bidule technocratique futur, « WWF France et Audencia travailleront à l'intégration d'indicateurs de suivi de l'impact de ces enseignements [intégrant plus les enjeux sociétaux et environnementaux] sur la carrière des étudiants diplômés ». Wow!

Plantage arboricoles

Faut pas désespérer, l'école nantaise hyper plus responsable à impact trop positif s'améliore : si elle n'évite pas les bouteilles en plastique aux points de ravitaillement des 7200 participantes de son triathlon à La Baule*, l'école « a la main verte », plantant, le 12 décembre dernier, toujours à La Baule, une centaine d'arbustes taille plumeau, pour « amortir l'empreinte carbone liée à l'organisation de l'événement sportif ». Les petits marquis de l'amortissement préféreraient qu'on ne dise pas qu'ils ont financé les plantations en vendant des brosses à dents à poils de nylon polycaprolactame (mais, attention: manche bambou!). Qu'on oublie que cette centaine d'arbrisseaux compensatoires, c'est 20 fois moins que ce que la Ville de La Baule distribue tous les ans à ses ressortissants, et autant que ce que les enfants de Blain ont planté deux mois plus tard, selon le désormais très commun programme « une naissance, un arbre » adopté dans 33 communes du département.

Qu'on se rassure, le blog des étudiants Mediafactory exerce une veille sur le greenwashing

institutionnels, bancaires, et alter-

« Je n avais pas beaucoup a apport

personnel au départ, et je voulais

montrer que tout le monde pouvait

s'installer avec quasi zéro moyen

financier. Si on veut réellement re-

créer un tissu paysan qui nourrisse

localement la population, et pas

juste préserver quelques fermes pour

faire beau dans le paysage, il faut ouvrir cette voie... Je pensais que TdL

s'inscrivait dans cet objectif », dit

Léandre qui a été administrateur

de Terre de liens Pays de la Loire

avant son installation. Plus de

deux mois après son arrêt d'ac-

tivité, comme si de rien n'était,

le site de Terre de liens sollicite

toujours les particuliers pour

financer la ferme de Léandre,

natifs, dont Tdl. »

des entreprises, y consacrant même un onglet. Et, lors du séminaire de rentrée, tout le personnel de l'école a participé à « La Fresque du climat », puis 370 étudiant⋅es en décembre dernier. En trois heures, cet atelier fresque sensibilise à la cata climatique. Un must dans toutes les grandes écoles : mais si, ces petits groupes avec feutres et images à coller, ça change tout, attention, ça peut angoisser. En fin de séance, un « débriefing des émotions » évite que les pauvres chéri·es soient trop choqué·es. Avec ces bricolages et des notions de transition écolo et de relance verte dans les cours, Audencia sort 4e au palmarès des bizness schools écolos en France (Les Échos, 24/10/2021)

Stratégie du chocolat

Oublions vite les emmerdeurs qui dévoilent les stratégies d'image et ficelles d'attractivité humant l'air du temps dans la farouche concurrence entre écoles : « La force de ces institutions est de savoir se réapproprier les critiques dont elles sont la cible et s'adapter, superficiellement, afin de perdurer (...) Il suffit de voir que, à Audencia, le partenaire RSE est Ferrero*, plus grand acteur de la déforestation », note Maurice Midena, ancien d'Audencia, auteur de Entrez rêveurs, sortez manageurs*** sur le désenchantement des étudiant es en grandes écoles de bizness où règnent « dépolitisation et imprégnation de l'idéologie néolibérale ». Une diplômée 2020 de l'alter ego d'Audencia à Grenoble tacle aussi ces écoles de commerce où « on forme à des métiers qui ne sont pas viables écologiquement, avec, derrière tous les enseignements, le prisme de la croissance comme ligne de mire » (Le Monde, 21/11/2021). Il est urgent de lancer l'opération « une critique vacharde, un *brin d'herbe planté* ». ■

Pierre Rabit-Bochet

* 65 000 litres en 2017.

** Ferrero, multinationale italienne du chocolat industriel, c'est Nutella et l'huile de palme mais aussi Kinder, Mon Chéri.

*** Éditions La Découverte, janvier 2021.

évoquant « des travaux d'aménagement (irrigation, réseaux, accès) prévus », alors que la foncière a fait le choix de ne pas réinstaller de maraîcher sur cette ferme. À se demander si malgré son slogan « Et si vous faisiez pousser des fermes ? », TdL ne ferme pas aussi des pousses. ■

Giuseppe Queneau

* Foncière terre de liens, société en commandite par actions à capital variable, 81 M€ de capital et 2M€ de fonds propres (terres ou bâti agricole). Ses actionnaires sont surtout des particuliers mais aussi Natixis, BNP, Crédit agricole, Caisse des dépôts & consignations, Biocoop... La foncière n'a pas donné suite à nos questions.

Vingt-deux

L'école poulaga

Tout le monde détecte la police, même déguisée en éducateurs.

Exclus du collège, des policiers les encadrent » (Télénantes, 08/12/2021). Non, malgré ce charabia, la police n'est pas exclue de l'école, mais au contraire très présente auprès des potaches virés temporairement du collège en attendant leur conseil de discipline. Dans le centre policeloisirs-jeunesse nantais, des flics reprennent en main quatre ados par semaine, mixant soutien scolaire, leçons de morale et de comportement et « activités rappel à la loi ». Et tous les mardis, dans la cour de récré du collège Debussy, un flic vient arbitrer des conflits. Mais aucun élève ne vient faire la leçon à la maison poulaga, où il y a quand même eu un mort, défi de roulette russe entre collègues en pleine biture. Une balle de 38 spécial dans la tête, le 16 octobre 2004. Depuis, le rapport à l'alcool a évolué. La police prône le gel hydroalcoolique.

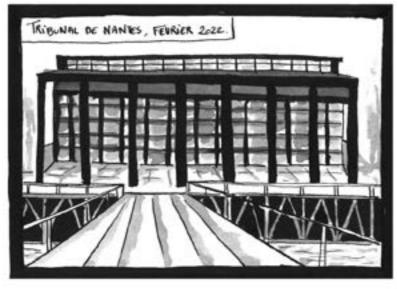
Travaux mineurs

Ville labellisée « Amie des enfants » par l'Unicef, Châteaubriant va pratiquer la condamnation des mineur·es aux travaux d'intérêt général, mais sans jugement. Une mesure réservée aux élèves exclus pour motif disciplinaire de trois bahuts de la commune. Ils seront requis pour travaux forcés, notamment au espaces verts. C'est donc la double peine : virés et contraints de ratisser les feuilles gratos. Ce qui est présenté comme une « mesure de responsabilisation des jeunes » (L'Éclaireur de Châteaubriant, 17/12/2021). Puisqu'ils ne sont pas payés, on ne peut pas parler de travail des enfants, aboli depuis 1841. Impayables, ces mômes. ■

Brard à courci **Parano à Pornicago**

Le maire veut des casernes à soigner les marmots.

TEAN-MICHEL BRARD, maire de Pornic, ville qui se voulait « apaisée », n'en peut plou. Tags « non à l'urbanisation » en avril 2021, bouée de sauvetage chapardée sur le quai en juillet 2017, poteaux jetés dans le port, c'est plus Pornic, c'est Chicago! En 2016, le dispositif « participation citoyenne » s'est pourtant doté de 18 référents antidélinquance, experts en contre-incivilité proactive. En avril 2021, le maire s'est formé à la gestion des conflits avec des négociateurs du GIGN. Interrogé à l'Assemblée nationale sur la santé publique et les cancers pédiatriques, Brard dérive carrément sur sa marotte, les jeunes, apaches zazous blousons noirs: « Un certain nombre de fléaux dans nos territoires ruraux soulèvent des questions de santé. Je pense









par exemple à la consommation d'alcool et de stupéfiants, ou à un certain nombre de dérives comportementales de notre jeunesse ». Le

bourgmestre débordé a la solution : « Il faut remettre en place le service national, pour recadrer une population qui a besoin de l'être. »

Contre le cancer des mômes, un camp de redressement, une bonne guerre et au lit!■

Chantal Capono

vel héroïsme... Ce même 31 dé-

cembre, un marin philippin est retrouvé mort à Saint-Nazaire, noyé entre le quai et son navire, le câblier desservant le chantier des éoliennes en mer. Silence radio. Ni hommage officiel ni la moindre immensité, de chagrin et de fierté. Le sous-ministre de la mondialisation heureuse devait être en plein réveillon. ■









Prêt-à-porter

N N'ÉCHAPPE PAS à son destin. Pour ses 24 ans à brandir sa bannière sur la panse, le porte-drapeau René Drapeau à La Plaine-sur-mer a eu une médaille, du mérite, associative, refilé par ses potes anciens combattants. Cet accès tardif à la gloire masque mal un certain favoritisme. Messieurs Bagage, Jarretelle, Bonheur et Monnaie portent plainte. ■

Cœur de métier

Hommages et intérêts

Déveillon tragique à Wal-Kdeck : en rédigeant un PV, un brigadier-chef meurt de crise cardiaque. Condoléances de Darmanin, hommages de Johanna Rolland. Pensées à la famille, aux proches, aux collègues, tout le truc. Huit jours après, « notre cha-

grin est immense mais notre fierté aussi », dit Marlène Schiappa, ministre d'on ne sait trop quoi, déboulée épingler à titre posthume au mort une médaille « pour acte de courage et de dévouement » et une médaille d'honneur de la police. Le malaise cardiaque, nou-

LA LETTRE À LULU N° 119 **7**

Consciences scolaires en pleine méditension

Expérimentations sauvages de méditation dans des écoles de Loire-Inférieure.



мéditation de pleine conscience à l'école? Début février, le ministre Blanquer a sifflé la fin de la récréation. L'expérimentation auprès de 9000 enfants en région parisienne a soulevé un tollé auprès de la LDH, de syndicats et d'assos anti emprise sectaire. Le principe de cette méditation : se concentrer sur sa respiration et laisser venir ses pensées sans les contrôler. Avec le risque de faire remonter à la surface de grands traumatismes enfouis. C'est vendu comme un outil magique pour imposer le calme dans une classe agitée. Mais, devant la levée de boucliers, le test a été suspendu, en attente d'un rapport d'un comité d'experts.

En Loire-Inférieure, on n'a pas attendu ce test parisien. Depuis plusieurs années, discrètement, des instructrices interviennent déjà dans les écoles, sans coordination, chacune dans sa classe, cooptées par des parents d'élèves, des profs, la direction, parfois par un cadre municipal. De 2015 à 2019, neuf écoles, lycées et collèges, publics ou cathos, ont méditationné sans le crier sur les toits dans le département*.

Ça calme ou ça soigne?

La dernière annonce du ministre crée une gêne : « *l'attends les direc*tives de mon employeur, le service santé scolaire de la Ville de Nantes », explique Mathilde Bourret à *Lulu*. Elle exerce dans le quartier Nantes nord en cabinet libéral sous statut d'entreprise individuelle et est parallèlement salariée par le pôle santé global de l'enfant de la Ville de Nantes pour aller former à la pleine conscience méditative les 17 infirmières opérant dans les écoles primaires nantaises. Depuis plus de trois ans, elle mène des formations de trois jours pour les nouvelles recrutées et des piqûres de rappel au long de l'année. « On n'a pas eu vent de l'annonce du ministre de l'Éducation, mais nous, de toutes façons, on dépend de la Ville, indique une salariée du service municipal. En mêlant leurs compétences en psycho, les infirmières utilisent la méditation de pleine conscience en petits groupes, à la demande d'instits et directeurs d'écoles, pour apaiser des tensions ou autres. »

Marchande de méditation et de voga en libéral à Nantes, Patricia Pinna représente pour l'ouest l'AME, Association méditationenseignement, parrainée par le moine chauve orange Mathieu Ricard, et qui a porté l'expérimentation parisienne décriée. Avec le même programme problématique « Peace » (Présence, écoute attention concentration à l'école), soit vingt séances d'un quart d'heure en début de cours, « cooptée par une enseignante », elle intervient en 2018 pour une classe du collège de Pont-Rousseau à Rezé, puis pour six classes en 2019 (152 élèves, 12 enseignants investis). Le covid a figé cet essor. « Les enfants n'ont pas du tout été lobotomisés du cerveau. Mais il y a eu sur le sujet un conflit au sein des profs. Certains n'ont pas envie que les consciences s'élèvent, ditelle à Lulu. C'est trop compliqué : je me détourne du monde scolaire. » L'enseignement qu'elle en tire : « Il ne faut pas parler de méditation mais utiliser d'autres mots : climat de classe, concentration, pleine attention... » Après l'annonce de Blanquer en janvier, le programme de formation de profs de trois collèges du quartier Bellevue, qu'elle animait, est suspendu avant la troisième demi-journée de formation. Le principal adjoint du collège de la Durantière a préféré ne pas insister.

La contrôle du coussin

« Les responsables d'établissement pourraient être plus regardants sur

les intervenants extérieurs. En région parisienne, ça a été du grand n'importe quoi, avec des gens qui n'avaient ni compétences ni qualifications. Il ne suffit pas d'être assis sur un coussin de méditation », débine Catherine Muzellec, autre pleineconsciencieuse du marché nantais. À la demande du directeur de la clinique privée du Parc, cette « instructrice mindfullness » a travaillé sur un projet de méditation au lycée visant entre autre à diminuer les « ruminations mentales et l'autodénigrement » des ados. Projet avorté. « Mindful up »,

l'autre programme censé « apaiser le stress et toutes les peurs » des enfants et ados, les remotiver mais aussi « booster le système immunitaire et l'énergie psychique », est utilisé à Saint-Nazaire par Cathy Rivalant. Elle a consciencieusement pleinifié tous les élèves de primaire de l'école Saint-Joseph, et en 6e au collège Sainte-Thérèse. Auto-entrepreneuse, elle facture 60€ l'heure, minimum six séances, prises en charge par les assos de parents d'élèves. Depuis deux ans, elle intervient aussi en périscolaire à Trignac pour toutes les classes des trois maternelles publiques. « Je ne ramène pas de spiritualité comme pour les adultes, même si, bien sûr il y a une ouverture... C'est de la méditation thérapeutique, inspirée des neurosciences. » Elle se débrouille. Sans retour d'expérience ni échange de pratiques avec d'autres méditatutrices. Sans trop savoir qui fait quoi : « J'avance toute seule. Nous, petits indépendants, on n'est pas aidés. Il n'y a pas de réseau. C'est tout nouveau dans les écoles, la méditation de pleine conscience, ça ne fait que deux ans qu'on y est. » Thérapeutique, semi-spiritualiste, anti stress, pacification de classe, toutes ces expérimentations sauvages, ça risque de faire des loupiots des sauvageons?■

Mathieu Perno

* La Pleine conscience dans la société française: réalités et perspectives, 20 p., Initiative Mindful France, septembre







Jeu des zerreurs

En recopiant cette vue des abords du chantier du futur hôpital, notre dessinateur s'est trompé. Aide-le à retrouver les erreurs, le temps que le service public transforme par magie les dispositifs de sécurisation contre le sentiment de menace terroriste en un bien public un peu plus utile.

Znoe de nuit

autos dans le bourg du Landreau, le marquage au sol s'est emmêlé les pinceaux (L'Hebdo de Sèvre & Maine, 22/11/2021). Des internautes ont prétendu que c'était de l'allemand. En fait c'est le symbole du zinc-oxyde-euge-

ZNOE 30 » : pour ralentir les nol utilisé par les dentistes. Mais une fois remis à l'endroit, mais lu à l'envers, c'est du mathématico-breton: BNOS peut se lire « il existe la nuit ». L'inverse de tiun al etsixe li. Ou l'inverse in-■.il existe la nuit eb errev

Note métallique

AURÉAT de la création d'un parfum Voyage à Nantes, Bertrand Duchaufour y a mis de « l'histoire et la géographie de la ville » (métropolenantes. fr, 16/09/2021), les odeurs du gâteau nantais et du magnolia et « une note boisée très importante, pour l'Arbre aux hérons qui m'a subjugué ». Pas très au parfum... Personne ne lui a dit que ce serait 1500 tonnes de vraie ferraille et pas un vrai arbre en vrai bois? Et que la vraie note, plus salée que boisée, n'est pas encore connue?■



Ont œuvré à ce numéro : Ana Pichot, Anis Mauresque, Clément, Fifine Lapafine, Fred Crayon, Jules de chez Smith, Nicolas de La Casinière, Pascale Hibrage, Ray Clid, Sophie Nasri, Jeanne Morue.

Directeur de publication : Nicolas de La Casinière. N°ISSN: 1270-4911 - N°CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu est éditée par l'association La Luttre à Leuleu Sherif, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44

Tirée à 1500 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine. Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils

peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine

Les archives du journal sont sur lalettrealulu.fr

Nom:	chèque à l'ordre de 🛘
Prénom :	La Luttre à Leuleu 🛭
Adresse:	c/o Sans Sherif 🛭
Autesse	18 rue Geoffroy-Drouet
	44000 Naataa

Abonnement 20 euros = 10 numéros

44000 Nantes | ou abonnement Courriel:.... en ligne via notre site lalettrealulu.fr